

# Lectures

## La France des cités. Le chantier de la citoyenneté urbaine

Jacques Donzelot

Paris : Edition Fayard, 2013

Dans cet ouvrage, Jacques Donzelot s'intéresse aux grands ensembles qui avoisinent les grandes villes de l'hexagone. Ceux-ci symbolisent le défi que relève l'Etat – durant les Trente Glorieuses, qui succèdent à la Seconde Guerre mondiale – de fournir à tous les citoyens un habitat, leur permettant de profiter des emplois proposés dans les villes dans des conditions de logement hygiéniques et confortables. Aujourd'hui, ces grands ensembles représentent l'échec des pouvoirs publics dans le traitement des problèmes que rencontrent les classes les plus pauvres, les plus impactées par les effets néfastes de la mondialisation. Créé en 2003, le programme national de rénovation urbaine a pour objectif d'adapter la configuration de ces grands ensembles d'habitat social à la conception actuelle des villes, afin de les reconnecter. En effet, selon Jacques Donzelot, les flux prédominent sur la fonctionnalité des espaces qui organisaient jadis le territoire urbain. Les grands ensembles, conçus pour offrir un cadre préservé des troubles de la ville – selon les représentations en vigueur au moment de leur construction –,

apparaissent désormais comme des enclaves spatiales, économiques, sociales ou encore culturelles. Il s'agit alors de connecter ces espaces à la trame viaire des villes alentours, elles-mêmes reliées à des réseaux de mobilité plus vastes. Pour ce faire, des lignes de tramway sont construites et des réaménagements sont opérés sur les territoires pour réduire la taille démesurée du parc locatif. L'auteur, en préambule de son ouvrage, pose la question suivante : existe-t-il « *un lien positif entre la transformation urbanistique des lieux et une modification du comportement des habitants ?* ».

Le livre nous fait suivre les visites du sociologue – dans le cadre d'un groupe de travail *think tank* Terra Nova – de quelques grands ensembles français, et les observations thématiques que celui-ci recueille à chaque endroit. On commence par Strasbourg. Suivent Grenoble, Lyon, Bordeaux, Les Hauts de Rouen, et enfin Villiers-le-Bel. Chacune de ces villes est inscrite dans le programme national de rénovation urbaine et, dans chacune d'elles, différentes problématiques ressortent. Jacques

Donzelot procède partout selon la même méthode. Dans un premier temps, il se laisse guider par les équipes municipales, qui participent à la mise en œuvre de la rénovation des lieux, puis il rencontre des acteurs sociaux de ces quartiers : des leaders associatifs, des gestionnaires de service en matière de logement, d'éducation, de sécurité, de santé, de culture, etc.

La deuxième partie du livre rassemble les questions évoquées au fil des visites qui conduisent à une analyse globale de la rénovation urbaine articulée avec la notion de citoyenneté. A Strasbourg, Jacques Donzelot remarque que le projet développé par la municipalité a tendance à exclure les habitants des grands ensembles, parce que les réaménagements des espaces ne leur correspondent pas – les équipements sportifs ou culturels qui sont implantés-là ne sont pas adaptés à leurs pratiques, ils servent davantage aux citoyens qui empruntent les transports en commun nouvellement construits. Et si les habitants ne se retrouvent pas dans l'offre de services proposés, c'est qu'ils ne sont pas sujets à concertation en amont de la rénovation. Il y a bien des rencontres entre habitants et représentants de la municipalité, mais ces derniers les entendent essentiellement comme des réunions d'information. A Grenoble, la rénovation semble investie par quelques habitants qui s'impliquent dans la vie de leur quartier. Alors que les initiatives publiques pour résoudre les problèmes sociaux, typiques de ces grands ensembles, échouent – de l'aveu de ceux qui les mettent en œuvre –, quelques habitants, individuellement ou de manière collective, parviennent à impulser un changement mélioratif au sein du voisinage. Ces derniers s'appuient sur le sens commun, des préceptes religieux ou moraux (sécularisés) pour étayer leur discours et remporter l'adhésion des autres habitants. Ils se situent en marge de la rénovation urbaine, mais y participent puisque leurs actions s'inscrivent dans le processus d'amélioration des conditions de vie dans ces grands ensembles.

A Lyon, la politique de la ville fait le choix de la mixité du parc immobilier comme garant de la mixité sociale. En d'autres termes, une grande

partie des logements sociaux rénovés est devenue accessible à la propriété, afin que l'ensemble regroupe diverses catégories sociales. L'auteur remarque que la cohabitation n'est pas facile, les nouveaux arrivants se montrent parfois effrayés par les mœurs des habitants originaires de la cité. De plus, certains rechignent à s'y installer, car les écoles – plus particulièrement les établissements du secondaire – pâtiennent d'une mauvaise réputation. En effet, alors que la rénovation urbaine transforme le profil du bâti, les services publics qui s'y trouvent ne suivent pas mécaniquement le mouvement, à cause de leurs rigidités propres – notamment celles des enseignants démotivés par une affection territoriale qu'ils n'ont pas désirée. La conséquence : l'offre éducative, notamment, n'est pas assez attractive pour convaincre d'éventuels acheteurs. A Bordeaux : la modernisation des grands ensembles implique des changements dans les logiques de gestion que suivent les offices HLM. Les rapports qu'entretiennent les bailleurs sociaux avec leurs locataires, évoluent du fait des rénovations qui bouleversent leur routine. Les habitants, auparavant perçus comme des bénéficiaires trop reconnaissants d'avoir un logement à prix réduit pour envisager d'en changer, sont désormais appréhendés comme une clientèle avec des besoins variables. Dans la commune des Hauts de Rouen, le mouvement entraîné par la rénovation suscite des réticences chez les habitants, auxquelles les services municipaux répondent par la mise en œuvre d'un travail mémoriel. Des événements publics sont organisés pour accompagner les habitants pouvant être hostiles aux réaménagements de leur quartier d'habitation. Il s'agit de rompre avec le passé et les mauvais souvenirs qu'il traîne, et de valoriser l'opportunité que représente la rénovation urbaine. Jacques Donzelot dresse un constat mitigé de ces opérations.

A Villiers-le-Bel, la problématique est différente et la rénovation urbaine prend là une forme singulière. La ville est un agrégat informe de zones pavillonnaires, d'espaces en friche et de grands ensembles. Il n'y a pas de cohésion – architecturale, économique, sociale ou même

culturelle – entre les diverses parties de cette agglomération, et les rivalités entre quartiers voisins dégénèrent parfois. L'enjeu est donc de créer une trame commune à l'ensemble des territoires. Pour ce faire, de nouvelles voies de circulations sont ouvertes pour relier toutes ces zones disparates, et l'offre en équipements municipaux est développée. Mais l'unité semble davantage provenir des associations d'habitants créées à la suite de faits divers morbides. Ces collectifs œuvrent pour la paix sociale dans et entre les grands ensembles, et réclament plus de services publics. Ces visites de chantiers de rénovation urbaine permettent de relever certaines difficultés que l'auteur transpose dans une analyse historique plus large des relations entre la population et la politique de la ville et plus globalement la gestion de l'espace.

C'est là que son ouvrage présente un intérêt tout particulier : alors que la question des conséquences sociales des différents réaménagements du territoire est traitée par de nombreux sociologues urbains – et certaines recherches à ce sujet sont bien antérieures au programme de rénovation urbaine (Coing, 1966) –, Jacques Donzelot introduit une réflexion sur les enjeux sociétaux que soulève l'organisation spatiale des zones urbanisées. Sa démarche est compréhensive des logiques politiques suivant le contexte historique de ces grands ensembles. L'inversion de la prévalence des lieux sur les flux, ainsi que la délocalisation de la demande de travail ouvrier, toutes deux provoquées par la mondialisation, disqualifient ces constructions qui isolent socialement ses habitants. Plusieurs solutions apparaissent alors : dynamiser les espaces ou favoriser la mobilité. La première a les faveurs de la gauche, alors que la droite préfère la seconde. Dynamiser revient à investir davantage dans l'offre de services publics proposés sur place, en plus d'encourager – économiquement – les actions associatives ; alors que favoriser la mobilité signifie développer des voies de sortie sélectives – selon des critères tels que le mérite scolaire – pour les habitants de ces cités. Dans les deux cas, selon Jacques Donzelot, le résultat semble mitigé. L'usage des voies de circulation restent très limité dans le cadre des grands ensembles, quand bien même ceux-ci ont été rénovés, et les

pratiques sociales de ces habitants n'évoluent que très peu. Ce constat du succès contrarié de la rénovation des grands ensembles est corroboré par de nombreux travaux sociologiques sur le sujet parmi lesquels : Beaudin et Genestier (2002) ; Fée et Nativel (2008) ; Lelévrier et Noyé (2012) ou encore Epstein (2013).

## Références

- Beaudin, G. & Genestier, P. (dir.) (2002). *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*. Paris : La Documentation française.
- Coing, H. (1966). *Rénovation urbaine et changement social*. Paris : Les Editions ouvrières.
- Epstein, R. (2013). *La rénovation urbaine : démolition-reconstruction de l'Etat*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Fée, D. & Nativel, C. (dir.) (2008). *Crises et politiques du logement en France et au Royaume-Uni*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.
- Lelévrier, C. & Noyé, C. (2012). La fin des grands ensembles ? In J. Donzelot (dir), *A quoi sert la rénovation urbaine ?* (pp. 185-218). Paris : Presses Universitaires de France.

## • Mathieu Flinois

*Doctorant en sociologie  
LAMES, UMR 7305, CNRS & Aix-Marseille Université  
Membre de l'Observatoire Régional de la Délinquance  
et des Contextes Sociaux (ORDCS), sous contrat CIFRE  
avec le Conseil Régional PACA  
mflinois@REGIONPACA.FR*